

Spécial crise anglophone

Enlèvement du Pr Ivo Leke Tambo Les sécessionnistes réclament 100 millions de Fcfa

Captif depuis samedi dernier, le Professeur Ivo Leke Tambo reste à la portée de ses bourreaux tandis que les étudiants ont été libérés quelques heures après.

Le temps d'une soirée, la vidéo a fait le tour de la toile. Le Professeur Ivo Leke Tambo, se trouvant entre les mains des sécessionnistes de l'Ambazonia Defence Force (Force de défense de l'Ambazonie), vêtu d'une culotte et assis à même le sol sur les herbes. Selon plusieurs sources, ces derniers « ont réclamé une rançon de 100 millions de FCFA » quelques heures après sa captivité. Le PCA du GCE Board, a été enlevé dans la localité de Lebialem dans la région du Sud-ouest alors qu'il se rendait à un meeting de remerciement au président Paul Biya pour avoir récemment nommé fils de la localité Paul Tasong Njukang, aux fonctions de ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie. La vidéo de la scène laisse voir « des hommes

armés menaçant les passagers d'un bus aux vitres brisées par des balles. Seul le conducteur du véhicule qui est sorti du bus par une portière passagers et non la portière chauffeur est assis à même le sol, hors du bus, priant les ravisseurs armés qui pointent un fusil sur sa tête de ne pas lui faire du mal et protestant de son innocence ».

Curiosité

Ce kidnapping vient s'ajouter à la longue liste de ceux revendiqués par les sécessionnistes des régions anglophones. Parmi eux, celui du sous-préfet de Batibo, du délégué régional du ministère des Affaires sociales pour le Nord-ouest. Il faut dire que les auteurs de ces rapt ont toujours sinon presque réclamé le versement des rançons de quelques millions de Francs CFA en échange de la libération des leurs otages. Cet autre



enlèvement suscite de nombreuses interrogations auprès des analystes, parmi elles, celle de l'existence d'une éventuelle complicité du gouver-

nement. « Comment explique-t-on qu'après le spectaculaire enlèvement du Professeur Tambo Leke et de quelques dizaines de personnes qui s'étaient rendues à Alou samedi pour remercier le président Paul Biya d'avoir récemment nommé un fils du coin, Paul Tasong Njukang, aux fonctions de ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, tous les otages, à l'exception du Pr. Tambo Leke, aient été « inconséquentement » libérés quelques heures plus tard par les sécessionnistes, qui prennent ainsi le risque que leur repaire ou des indices pouvant in fine y mener, soit dévoilé aux forces ennemies de « La République ».

Mercedes Beleheka

Grande interview

Pr Bouopda Pierre Kamé

“Je soutiens qu'il y a des anglophones et des francophones au Cameroun, et qu'il y a bien une crise anglophone dans notre pays. C'est une crise politique majeure dont les racines sont anciennes et profondes”.



Vous enseignez à l'université de Valenciennes en France et vous venez de publier aux éditions L'Harmattan à Paris un ouvrage qui a pour titre la crise anglophone au Cameroun. C'est un ouvrage intéressant dont je recommande vivement la lecture. Qu'est-ce qui a motivé la sortie de cet ouvrage, et pourriez-vous donner la substantifique moelle au sens rabelaisien du terme du contenu de votre livre ?

Comme je l'ai mentionné dans l'avant-propos de l'ouvrage dont vous faites allusion, ce qui se passe dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis le troisième trimestre de l'année 2016 est triste et révoltant. Dans mes échanges fréquents sur l'histoire avec mon père, il aimait me rappeler que dans son livre consacré à

l'Histoire de Charles IX de Suède, Voltaire observe que les plus grandes calamités de l'histoire n'ont guère été que l'œuvre de célèbres ignorants. C'est insinuer qu'avec un peu de Lumières ces calamités auraient pu être évitées. Cette observation m'a semblé pertinente au regard de la gestion opérationnelle de la crise ouverte qui perdure dans nos régions anglophones depuis le mois d'octobre 2016. C'est pour cette raison que j'ai entrepris, à travers la publication de ce livre, de contribuer à l'éclairage sur cette crise politique majeure. Impuissant devant le cours malheureux des événements, je vous confesse que je l'ai fait dans une grande tristesse.

Pour ce qui est du contenu du livre, rendre à la fois compte des conditions historiques de la partition et de la réunification du Cameroun m'a semblé être un préalable incontournable à mon entreprise d'éclairage. Les origines profondes de cette crise remontent en effet à la période coloniale. Au sortir de l'ère coloniale, notre pays c'est deux Territoires internationaux et deux héritages sociopolitiques issus des administrations française et britannique depuis 1916. Plus de quarante années d'administration impriment nécessairement la langue et des mœurs sociopolitiques spécifiques. Ces deux héritages sociopolitiques sont reconnus et institutionnalisés en 1961 par nos dirigeants politiques dans la République Fédérale du Cameroun après la levée de la tutelle des Nations Unies sur nos deux Territoires camerounais.

Le passage, en 1972, de la forme fédérale à la forme unitaire de l'État est de l'initiative des francophones. Il s'agissait, notamment pour le président Ahmadou Ahidjo, de dépasser une organisation institutionnelle qui entravait

de son point de vue l'approfondissement de l'unité nationale. Cette ambition s'est malheureusement muée au fil du temps en une désinstitutionnalisation lente de l'héritage sociopolitique anglophone avec des pertes concomitantes de prérogatives politiques dévolues initialement aux dirigeants anglophones. Tous les dirigeants politiques importants du Cameroun anglophone ont, chacun à sa manière, protesté en vain contre ce glissement à un moment donné de leurs vies. Le refus de leur effacement institutionnel, gage de la préservation de leur héritage sociopolitique, est au cœur de la crise anglophone dans notre pays. Voilà la substance du livre. Bien entendu, la relation et l'analyse des faits précis qui sont à l'origine du paroxysme violent de cette crise occupent aussi une bonne partie du livre.

D'après vous, qu'est-ce qu'il faut réellement pour éviter la partition du Cameroun compte tenu du fait que la faction armée de l'État imaginaire d'Ambazonie semble déterminée d'en découdre aussi longtemps que possible jusqu'à l'obtention de leur revendication indépendantiste ?

L'État du Cameroun n'est pas exposé à une menace crédible de partition. Comme les francophones, les anglophones sont très attachés à l'unité du Cameroun. Il ne faut jamais oublier que ce sont les anglophones du Cameroun méridional qui ont voté pour rejoindre les francophones et non l'inverse. L'État du Cameroun fait cependant face à des groupuscules anglophones radicalisés qui ont basculé dans la violence et le terrorisme pour promouvoir des revendications séparatistes ultra-minoritaires. C'est un mode opératoire classique de la part des groupuscules qui défendent des causes perdues. Ils doivent être mis

Spécial crise anglophone

hors d'état de nuire. La répression légitime de ces groupuscules ne doit cependant pas servir d'alibi à la sourde oreille et au statu quo institutionnel.

Au stade actuel de cette crise, un dialogue politique dans la perspective d'une refondation démocratique de notre pacte institutionnel est une nécessité politique. Il s'agit à mon sens de discuter en particulier de la forme de l'État que nous voulons. Ce dialogue, dont les conclusions doivent logiquement recevoir le consentement de l'ensemble des Camerounais, peut conduire soit au statu quo institutionnel, soit au fédéralisme, soit à autre chose. Cette voie du dialogue est à mon sens préférable à celle qui, au nom de l'inviolabilité de l'autorité de l'État, entretient des drames et une atmosphère permanente d'oppression politique dans notre pays.

Une question pratique est souvent posée quand on évoque l'éventualité de ce dialogue politique : avec qui le pouvoir en place doit dialoguer ?

Je réponds à cette question par l'absurde : le dialogue ne peut pas se faire avec les séparatistes, c'est-à-dire avec ceux qui soutiennent la désagrégation de l'État du Cameroun et la dissolution de la nation camerounaise. Pour le reste, il appartient au président de la République, Chef de l'État, de circonscrire le sujet, de préciser le profil des participants, de délimiter la durée, de fixer les modalités de validation et de mise en œuvre des conclusions de ce dialogue. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une telle initiative si nous voulons sortir durablement de cette crise dramatique.

L'emprisonnement de nombreux leaders politiques de l'Ambazonie notamment son président peut-il constituer un danger pour une paix durable et l'unité du pays ?

Ces leaders politiques ont revendiqué des crimes de sang commis sur des civils et des agents de nos forces de l'ordre. Ils doivent répondre de leurs crimes devant la justice de notre pays, même si notre histoire récente nous enseigne qu'il faut politiquement éviter les procès susceptibles, à tort ou à raison, de mettre en accusation une communauté particulière de la nation. Aucune paix durable ne s'accommoderait cependant de l'impunité et de l'injustice. Lorsque la justice sera rendue, je suis certain que les plus hautes autorités politiques du Cameroun apprécieront l'opportunité de prendre des mesures qui vont dans le sens du pardon et de la réconciliation. Le président de la République dispose à cet effet de prérogatives importantes.

Est-ce que le fédéralisme du type du Canada avec un multiculturalisme dans la partie anglophone du pays et un inter culturalisme au Québec francophone pourrait constituer la meilleure voie de sortie de crise au Cameroun ou alors une décentralisation effective et durable pourrait devenir une alternative réelle à l'unité du pays ?

Ce serait prétentieux de ma part, de dire que je connais la solution institutionnelle qui est adaptée à notre infrastructure sociale. Ce n'est malheureusement pas le cas. Ma conviction en la matière est que notre pays, comme beaucoup de pays en Afrique noire, est dans un long processus empirique de tâtonnement institutionnel qui se stabilisera lorsque nous aurons inventé les institutions étatiques qui conviennent à notre rapport au pouvoir, à l'autorité et à la solidarité.

Je n'ai donc pas de religion en matière institutionnelle et je pense que c'est une hérésie pour nous Africains d'en avoir comme cela semble être le cas pour beaucoup de nos dirigeants et compatriotes. En ce qui me concerne, j'ignore si les partisans de l'État unitaire ont tort ou s'ils ont raison. Il en est de même pour les partisans de la fédéralisation ou de la décentralisation. Ce dont je suis cependant convaincu, c'est que nous ne devons pas hésiter à innover et expérimenter en matière institutionnelle pour résorber les crises politiques qui leurs sont imputables. J'ai, de la fonction des institutions étatiques, une conception purement instrumentale.

Quelle lecture faites-vous sur le nouveau gouvernement du Cameroun avec des ministres de l'Administration territoriale et l'enseignement secondaire originaire du Nord-ouest et Sud-Ouest du pays et un Secrétaire général adjoint anglophone à la Présidence de la République ?

Je n'ai pas d'observations particulières à faire sur ces nominations. Je sais simplement qu'on ne peut pas logiquement entreprendre de résoudre un problème dont on ne reconnaît pas l'existence. Pour moi, c'est un non-sens de croire que les anglophones ont disparu au Cameroun parce que le bilinguisme anglais/français a beaucoup progressé. C'est également un non-sens d'affirmer qu'il n'y a pas de problème anglophone au Cameroun. Je soutiens qu'il y a des anglophones et des francophones au Cameroun, et qu'il y a bien une crise anglophone dans notre pays. C'est une crise politique majeure dont les racines sont anciennes et profondes. Les traitements symptomatiques qui sont administrés depuis le commencement de cette crise peuvent temporairement soulager ses manifestations visibles. Ils ne sont pas de nature à traiter durablement ses causes profondes.

Dans la langue chinoise, le mot crise est constitué de deux idéogrammes. Le premier idéogramme qui se lit Wei signifie le danger alors que second qui est Li veut dire l'opportunité ou la possibilité. Dès lors, la crise anglophone est-elle un danger et une opportunité pour construire un pays vraiment stable et en paix ?

Toutes les crises sont à la fois des moments d'opportunités et de risques. La crise anglophone n'y échappe pas. Nous sommes effectivement à la croisée des chemins. Soit nos dirigeants cèdent à la tentation du statu quo institutionnel ; soit, ils choisissent la voie de la refondation institutionnelle. La stabilisation durable de cette crise dépendra du choix retenu. Quoiqu'il en soit, il y aura une avant et une après crise anglophone dans notre pays.

Le SDF a son jeune candidat parfaitement bilingue à la prochaine élection présidentielle M. Joshua Osih. C'est une première pour ce parti dirigé depuis sa création par son fondateur John Fru Ndi. Ce dernier a renoncé à l'élection présidentielle. Quelles sont les chances des candidats originaires de la zone anglophone notamment le préfet de votre livre Me Akéré Muna ? Est-ce qu'une alternance véritable au pays ne passe pas par le renouvellement des dirigeants et surtout la possibilité pour un Camerounais anglophone à diriger notre pays comme plusieurs Premiers ministres au Canada d'origine québécoise ?

Nous sommes incontestablement à la veille d'une transition politique majeure dans laquelle les leaders anglophones vont jouer un rôle de premier plan. Il en est ainsi parce qu'ils font preuve de beaucoup de courage et d'initiatives en ce moment. Le courage et l'initiative sont les ressources les plus valorisées en période d'incertitudes.

Si les concurrents du candidat du parti au pouvoir se rassemblent, et notamment les leaders anglophones, ils peuvent gagner les élections présidentielles à venir et ouvrir de ce fait la voie à une recomposition importante de notre échiquier partisan, et un renouvellement significatif de notre personnel politique. Au regard de certaines initiatives récentes, les dirigeants de l'opposition et les leaders de la société civile favorables au changement ont manifestement conscience que l'espoir d'une alternance présidentielle au Cameroun repose sur leur capacité à recréer les conditions d'une dynamique électorale unitaire comparable à celle de l'élection présidentielle de 1992.

J'observe, à titre d'illustration de mon propos, que Me Akéré Muna a pris l'initiative de la création d'une structure unitaire de campagne regroupant le mouvement qu'il a lancé, des partis politiques, des mouvements associatifs de la société civile, et des personnalités d'envergure qui adhèrent à l'idée d'une nouvelle République et sou-

tiennent sa candidature. Ils souhaitent manifestement que les autres candidats de l'opposition le rejoignent dans cette structure de campagne. Joshua Osih, du Social Democratic Front (SDF), et Maurice Kamto, du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), ont les mêmes préoccupations s'agissant de leurs candidatures propres. Il appartient à ces leaders politiques de se rassembler s'ils souhaitent réellement une alternance présidentielle et politique dans notre pays.

Votre nom rappelle celui d'un grand commis de l'État au Cameroun M. Kamé Samuel, premier Camerounais diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris en 1952 et de l'École nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM) en 1957. Quel souvenir gardez-vous de lui dans l'histoire politique du Cameroun ?

Je suis en effet le fils de Kamé Samuel, très proche collaborateur du président Ahmadou Ahidjo. Dans le livre que j'ai consacré à l'œuvre politique de mon feu père (Kamé Samuel, au fondement du régime politique camerounais), j'ai résumé sa personnalité en indiquant que c'était un homme de tradition et de conviction.

Orphelin en bas âge, mon père a grandi à la chefferie Baham sous la protection de son oncle le chef Max Kamwa. Je pense que c'est pour cette raison qu'il était profondément attaché au respect de la tradition bamiléké dont il maîtrisait toutes les subtilités et la complexité. Il est du reste l'auteur d'une note instructive sur certains aspects de la tradition bamiléké (Les institutions politiques et administratives coutumières du pays bamiléké). Cette note de réflexion rédigée en 1956 pendant sa formation à l'ENFOM est à l'époque particulièrement consultée et appréciée des responsables administratifs et politiques qui s'intéressaient à la crise politique dans la région du Bamiléké. Il a déposé le manuscrit de cette note à l'Institut des Hautes Etudes de Paris (IHEP). De nombreux extraits de ce travail sont reproduits dans l'ouvrage intitulé Bamiléké de l'Ouest Cameroun que Claude Tardits a publié en 1960 aux éditions Berger-Levrault.

Mon père était aussi un homme pétri de convictions politiques. Il est probablement l'homme politique camerounais dont les réflexions théoriques, méconnues et très souvent dévoyées, ont le plus inspiré l'organisation institutionnelle de l'État contemporain du Cameroun et les choix idéologiques de l'Union camerounaise (UC) dans un premier temps, puis de l'Union nationale camerounaise (UNC), partis au pouvoir durant les 25 premières années d'indépendance du Cameroun. Il a été, durant les années 1960, au premier plan de toutes les initiatives politiques importantes relatives à la fondation institutionnelle du Cameroun indépendant et à la création de l'UNC. Il considérait que la priorité politique des dirigeants des jeunes États d'Afrique, devait être la promotion et le renforcement de leur unité nationale. Pour se faire, l'État unitaire et le parti unique lui apparaissaient comme des impératifs politiques. Cette conviction est résumée dans cette déclaration qu'il a faite au Conseil national de l'UNC en 1967 :

« On ne peut pas bâtir des Nations avec des institutions de compromis. »

Les traits dominants de son identité politique, qui sont aussi ceux de l'UNC, dont il a été le premier Secrétaire politique sont ainsi : l'exigence de l'unité nationale, l'exigence de l'unité de l'État, et la promotion d'un État puissant (au sens de puissance publique), nationaliste et planiste. Dans une certaine mesure, ce sont les choix et les méthodes politiques qu'il a fortement inspirés qui sont aujourd'hui en débat dans notre pays. Il ne faut pas juger ces choix et ces méthodes hors de leur contexte historique. À chaque génération ses exigences, ses urgences et ses méthodes politiques.

Propos recueillis à Paris par Ferdinand MAYEGA